

**Convention collective départementale**

IDCC : 934. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
CONNEXES ET SIMILAIRES DE L'INDRE**  
**(4 avril 1977)**

(Etendue par arrêté du 27 avril 1979,  
*Journal officiel* du 19 mai 1979)

■ *Journal officiel* du 28 juillet 2006

**Arrêté du 13 juillet 2006 portant extension d'accords conclus dans  
le cadre de la convention collective des industries métallurgiques,  
mécaniques, connexes et similaires de l'Indre (n° 934)**

NOR : SOCT0611516A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 27 avril 1979 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 9 mars 2004, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, connexes et similaires de l'Indre du 4 avril 1977 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 16 décembre 2005, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (une annexe), conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 16 décembre 2005, relatif aux taux effectifs garantis annuels, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension formulée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 12 mai 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli selon la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, connexes et similaires de l'Indre du

4 avril 1977, modifié par l'accord du 13 juillet 1984, tel qu'étendu par l'arrêté du 10 janvier 1985, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associé à un magasin de vente, les dispositions :

- de l'accord du 16 décembre 2005, relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- de l'accord du 16 décembre 2005, relatif aux taux effectifs garantis annuels, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

## **Article 3**

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juillet 2006.

Pour le ministre et par délégation :  
*La sous-directrice de la négociation collective,*  
E. FRICHET-THIRION

*Nota.* – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/3, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.